

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Prix-Pinocchio-Developpement-Durable-2011-Amis-de-la-Terre-CRID.html>

Une opération des Amis de la Terre avec le CRID

Les lauréats du Prix Pinocchio du développement durable 2011 : Vinci, Tereos et Société Générale



l'essentiel du développement durable en débat -
Date de mise en ligne : vendredi 18 novembre 2011

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Les Amis de la Terre en partenariat avec le CRID ont décerné hier soir, les Prix Pinocchio du développement durable. Cette année, plus de 13 000 internautes se sont exprimés pour élire leurs lauréats parmi les entreprises nominées : Vinci obtient ainsi le Prix Pinocchio dans la catégorie « Plus vert que vert », Tereos est récompensé dans la catégorie « Une pour tous, tout pour moi ! » tandis que la Société Générale s'illustre dans la catégorie « Mains sales, poches pleines ».

- **Vinci a reçu le prix "Plus vert que vert"** avec 43 % des votes pour ses efforts de « verdissement » du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). Afin de compenser la destruction massive de terres agricoles, Vinci se contente de créer un observatoire agricole, une ferme de démonstration en face des parkings et une AMAP afin d' « encourager l'agriculture durable ».
- **Tereos est récompensé dans la catégorie "Une pour tous, tout pour moi !"** avec 41 % des votes. L'entreprise française implantée au Mozambique a été plébiscitée pour sa production d'agrocarburants. Tereos détient en effet près de 100 000 hectares de terres cultivables qu'elle transforme en monocultures énergétiques, confisquant ainsi des terres agricoles fertiles aux populations locales. Alors que Tereos réalise 194 millions d'euros de profit, 70 % de la population du Mozambique continue de vivre sous le seuil de pauvreté.
- Enfin, avec 45 % des votes, **la Société Générale est récompensée dans la catégorie "Mains sales, poches pleines"**, pour son rôle de premier ordre dans le financement de la construction du réacteur nucléaire Angra 3 au Brésil, mené par Areva et très éloigné des conditions de sécurité du secteur.

Pour Romain Porcheron, chargé de campagne sur la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises aux Amis de la Terre : *"Les pouvoirs publics français et européens se refusent encore à encadrer de façon contraignante les activités de ces entreprises. L'approche purement volontaire de la responsabilité de ces sociétés a depuis longtemps montré sa totale inefficacité".*

Pour Nathalie Péré-Marzano, déléguée générale du CRID : *"Trop de populations au Sud sont toujours victimes des pratiques des multinationales et de leurs filiales. Il est urgent d'obtenir la responsabilité de ces entreprises et la réparation pour les victimes. Au-delà, c'est réduire notre consommation ici en Europe qui contribuera à sortir d'une surexploitation nocive des ressources naturelles".*

Ci-dessous vous retrouverez en détail les explications des Amis de la Terre sur les différentes nominations :

"Une pour tous, tout pour moi !"

Prix décerné à l'entreprise ayant menée la politique la plus agressive en terme d'appropriation et de surexploitation des ressources naturelles.

1 planète / 7 milliards d'êtres humains, l'équation paraît simple. Pourtant certaines entreprises s'approprient une part excessive du gâteau et dévorant celle des autres.

Les nominés 2011 :

- **Tereos (LAURÉAT 2011).** Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : *"La production d'agrocarburants destinés à l'Europe n'est pas sans conséquences pour les populations locales et leur capacité à subsister à leurs besoins élémentaires. Tereos est un groupe agro-industriel français spécialisé dans la transformation de la betterave, de la canne à sucre et des céréales. Par le biais de sa filiale brésilienne Guarani, Tereos détient 75 % du capital de la sucrerie Sena implantée au Mozambique et y produit des agrocarburants. [Dans le cadre d'un accord entre l'Union européenne, le Brésil et le Mozambique](#), 4,8 millions d'hectares doivent être détournés de leur usage premier - la culture de produits alimentaires destinés aux populations locales - afin de produire des agrocarburants pour les voitures d'Européens surnouris. Pour Anabella Lemos des Amis de la Terre Mozambique : "L'expansion des agrocarburants accapare des zones forestières et naturelles pour les transformer en monocultures énergétiques. Elle confisque des terres agricoles fertiles qui permettraient aux populations locales de produire leur nourriture". Le contrat passé avec le gouvernement du Mozambique valant jusqu'en 2023, offre ainsi 98 000 hectares exploitables à Tereos, pour cinquante ans renouvelables, et avec une possibilité d'extension de 15 000 hectares. Il prévoit également une réduction de 80 % de l'impôt sur le revenu et l'exemption de celui sur la distribution de dividendes. Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi Tereos soulignait dans un rapport de juin 2010 « l'encadrement législatif favorable » du Mozambique ! En 2010, 70 % de la population du Mozambique vivait au dessous du seuil de pauvreté et des émeutes de la faim y ont causé 13 morts et près de 300 blessés. Au même moment Tereos réalisait 194 millions d'Euros de profit".*
- **Sime Darby.** Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : *"L'explosion du marché européen d'huile de palme : un business juteux pour les entreprises mais à l'origine de nombreuses plaintes des communautés locales. Après l'Asie du Sud-Est et la Colombie, c'est désormais vers l'Afrique que se tournent les entreprises du secteur de l'huile de palme comme Sime Darby Unimills BV, filiale européenne du géant mondial malaisien Sime Darby. La guerre civile qui a ravagé le Libéria de 1980 à 2003 a été l'une des plus sanglantes en Afrique et a profondément déstabilisé le pays. C'est pourtant dans ce contexte que le géant malaisien est en train d'acquérir près de 400 000 hectares de plantations de palmier à huile soit 4 % de la surface totale du pays. Comme de nombreux pays qui ont connu la colonisation, au Liberia, la question foncière reste brûlante et de nombreuses communautés réclament que leurs droits à la terre soient reconnus. Dans les districts de Cape Mountain et de Bomi, où se concentrent les plantations de Sime Darby, les conflits se multiplient. 27 villages qui s'estiment spoliés par Sime Darby ont décidé de porter plainte contre l'entreprise, soutenus par l'ONG Green Advocates. Selon les Amis de la Terre Libéria, 90 % des communautés affectées par les plantations de palmiers à huile disent ne pas avoir été consultées et informées au préalable de la vente des terres à Sime Darby. Plutôt que de remettre en cause cette politique d'expansion et les conflits qu'elle génère, Sime Darby l'assume et prévoit même d'ouvrir une usine dans le Sud de la France, à Port-la-Nouvelle (Aude) pour alimenter le marché européen en huile de palme. Il faut dire que les perspectives sont alléchantes car la consommation européenne d'huile végétale a doublé en 10 ans, portée par le développement des agrocarburants. La région Languedoc-Roussillon, propriétaire du port, préfère accueillir cette entreprise au prétexte de créer quelques emplois alors qu'elle détruit le droit à vivre dignement de milliers de personnes au Libéria. Et, bien sûr, cette huile de palme sera certifiée « durable »."*
- **Bluecar de Bolloré.** Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : *"Le développement des batteries au lithium en France se fait au détriment de la ressource en eau des pays du Sud. Présente dans les rues parisiennes depuis quelques semaines, la Bluecar ne nous dévoile pas réellement toutes ses facettes. Le grand argument de cette voiture à la « technologie d'exception » est sa batterie, plus légère et plus résistante que celle de ses concurrents du fait de sa composition en lithium, métal le plus léger au monde. Mais voiture électrique ne rime pas forcément avec écologie. En effet, l'exploitation du lithium a des conséquences désastreuses sur la ressource en eau, provoquant des dégâts considérables, et notamment des diminutions du niveau des nappes phréatiques. Au Chili, le lithium est extrait à l'extrême nord du pays, dans le désert d'Atacama, l'un des endroits les plus arides du monde, avec seulement, dans certaines de ses régions, 1mm de pluie tous les 5 à 20 ans. Aucune mesure n'est pourtant mise en œuvre afin de récupérer et réinjecter, dans la nappe phréatique, l'eau évaporée des bassins de décantation. Les prairies et marais sont en risque perpétuel d'assèchement, condamnant ainsi les pâturages traditionnels et modifiant la morphologie des lagunes. Les conséquences sur le mode de vie des communautés locales n'en sont que plus importantes. Les usines de*

lithium étant toutes situées dans des espaces naturels, l'augmentation de l'activité humaine, dans ses usines et leurs environs (pollution sonore, constructions des infrastructures, circulation des véhicules, machines et ouvriers), affecte de plus en plus les écosystèmes et les couloirs biologiques, provoque l'extinction de la faune et la flore locale, ainsi que de l'érosion. Le service AutoLib, exploitant la Bluecar de Bolloré dans les rues parisiennes, aime à revendiquer son « impact tangible sur l'environnement » : les populations chiliennes en sont les premiers témoins".

« Plus vert que vert »

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la campagne de communication la plus abusive et trompeuse au regard de ses activités réelles.

Les entreprises aiment surfer sur la vague du développement durable pour légitimer leurs activités. Mais la réalité est souvent bien moins verte !

Les nominés 2011 :

- **Vinci (LAURÉAT 2011)**. Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : *"Rejeté depuis 40 ans par les riverains et citoyens, le projet de construction d'un nouvel aéroport pour l'agglomération nantaise sur les terres de Notre Dame des Landes reste l'un des chantiers prioritaires pour le géant français du BTP Vinci. La construction de l'aéroport et de ses infrastructures entrainerait le bétonnage de près de 2 000 hectares de terres agricoles fertiles et la destruction d'un bocage d'une qualité écologique exceptionnelle. Face à ces réalités, les promoteurs du projet tentent de justifier l'injustifiable. Vinci propose ainsi dans son cahier des charges de créer un « observatoire agricole » qui aura pour mission l'élaboration « d'un document témoin sur l'histoire du site ». L'entreprise ne s'arrête pas là et garantit aux agriculteurs du coin qu'ils pourront vendre leurs produits dans « les restaurants et les boutiques de l'aérogare ». En prime, les voyageurs auront même droit à une « ferme de démonstration en face des parkings » et à un « parcours pédagogique imaginé par le concessionnaire ». Comble du cynisme et de la récupération, Vinci propose de créer une AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne pour « encourager l'agriculture durable en initiant la vente de paniers bio aux salariés de la plateforme ». Loin d'être des alternatives, ces mesures ne font que parachever l'exercice de verdissement de ce projet d'aéroport. Mais Vinci n'opère pas seulement en France. Le groupe Vinci s'entête aussi dans le projet de construction d'un segment d'autoroute de 15 kilomètres traversant la forêt de Khimki à proximité de Moscou. Outre la destruction massive d'une biodiversité unique au monde, les arrestations abusives se multiplient contre les militants écologistes, orchestrées par la Police russe et des milices privées".*
- **Veolia**. Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : *"Forte de 106 filiales et présente dans 77 pays, Veolia Environnement se targue de représenter le « modèle français » de gestion de l'eau aux quatre coins du monde. L'eau, l'énergie, le transport et la propreté, tant de services publics fondamentaux que Veolia Environnement gère. Aujourd'hui le modèle est en crise. Veolia doit faire face à la vague de remunicipalisation de la gestion de l'eau en France et ailleurs. A coups de « Charte du développement durable » et de campagnes publicitaires, Veolia n'échappe pas aux contradictions entre l'image d'entreprise écologiquement et socialement responsable qu'elle veut se donner, et l'impact de ses activités. Deux cas le démontrent en particulier. Tout d'abord la fermeture brutale, sans en informer les autorités locales, de la station d'épuration Bruxelles Nord en décembre 2009, déclenchant un conflit politique majeur et, pendant plus de dix jours, la pollution de trois cours d'eaux en aval. La technologie innovante de traitement des eaux usées, soi-disant moins polluante, mise en avant par Veolia pour obtenir ce contrat deux ans auparavant, n'était vraisemblablement pas adaptée et risquée ! Ensuite, la désastreuse gestion déléguée de l'eau dans la capitale marocaine, Rabat, depuis près de dix ans : hausse injustifiée du prix de l'eau, investissements retardés et sous dimensionnés, transfert de fonds opaques, etc."*

-

L'Observatoire du Hors-Média (OHM). Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : "L'Observatoire du Hors-Média (OHM) est une association créée en 2008 et regroupant les différents acteurs de la filière de la communication papier et informatique. Afin de réhabiliter le rôle du papier auprès des institutionnels et du grand public, l'OHM a lancé en février 2011 une campagne intitulée « J'aime mon prospectus ». Diffusée à 13 millions d'exemplaires dans les boîtes aux lettres des Français, cette campagne vise à faire croire que la production de papier, et par extension celle de prospectus, contribue à la protection des forêts et à la lutte contre les changements climatiques. L'argument de l'Observatoire du Hors-Média ? Le principal mensonge de cette publicité est de laisser croire que les prospectus sont tous fabriqués avec du papier produit en France, dont la matière première est issue de l'entretien des forêts, des déchets de scieries ou du recyclage des vieux papiers. En effet, près de 60% du papier utilisé en France provient de l'importation... [d'après les chiffres même des industriels](#) ! Même pour le papier fabriqué en France, les industriels importent de grandes quantités de pâtes à papier de l'étranger. Votre prospectus a donc toutes les chances de provenir d'une forêt primaire du Nord de l'Europe, du Canada ou d'une immense monoculture d'eucalyptus en Amérique Latine. Autre argument, autre grossière erreur : la consommation de papier serait bonne pour le climat « Dans un monde zéro papier, il y aurait moins de forêts... et + de CO2 ». Toutes les phases de la production de papier nécessitent de l'énergie : de la récolte des bois, à la fabrication du papier jusqu'au transport du prospectus dans votre boîte aux lettres. [L'industrie papetière est la 4ème industrie manufacturière la plus émettrice de CO2 au monde](#). Dans cette publicité, l'OHM s'interroge : "Et si on m'avait trompé ?". A n'en pas douter, ici la réponse est oui !" Pour en savoir plus lire sur CDURABLE.info : [Plus d'amour et moins de prospectus dans les boîtes aux lettres](#).

« Mains sales, poches pleines »

Prix décerné à l'entreprise ayant menée la politique la plus aboutie en terme d'opacité et de lobbying. Certaines entreprises déploient des trésors d'imagination pour affaiblir ou contourner les normes environnementales et sociales existantes.

Les nominés 2011 :

- **La Société Générale (LAURÉAT 2011).** Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : "La Société Générale se situe au 4ème rang mondial des banques finançant le secteur nucléaire. La banque à « l'esprit d'équipe » est ainsi le coordinateur du consortium de banques privées à l'origine d'un financement de 1,1 milliard d'Euros pour la construction du réacteur nucléaire Angra 3 sur la côte de l'Etat de Rio de Janeiro au Brésil. En cas d'évacuation nécessaire, la route de secours la plus importante est souvent bloquée par des glissements de terrain et des éboulements, ce qui a été souligné à de nombreuses reprises par les collectivités locales proches du site. Sans succès. Ce réacteur de 1 350 MW serait situé à 130 km à l'ouest de Rio de

Janeiro et à 220 km à l'est de Sao Paulo, les deux villes les plus importantes du Brésil. Les conséquences d'un accident majeur seraient donc dramatiques. Basé sur un modèle de réacteur dépassé des années 70, Angra 3 reste loin de derniers standards du secteur. Des études sérieuses de 2009 concluent en plus que recourir aux énergies renouvelables au Brésil générerait plus vite une électricité moins chère. La licence de la construction d'Angra 3, confiée au constructeur français Areva, viole les statuts de la Constitution brésilienne, qui spécifie bien que toute construction de réacteur nucléaire doit être approuvée par le Congrès, ce qui n'a jamais été le cas. Pour aggraver son cas, la Société Générale est pressentie pour participer au financement de la construction de la centrale nucléaire de Jaitapur en Inde, également confiée à Areva. Le site est pourtant situé sur une zone à la limite de trois failles tectoniques, avec de potentiels tremblements de terre pouvant atteindre le niveau 7 sur l'échelle de Richter. Les multiples répressions des manifestations des communautés locales ont déjà fait un mort et de nombreuses arrestations arbitraires".

- **Perenco.** Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : "Perenco est une entreprise pétrolière franco-anglaise présente dans 16 pays. Au Guatemala, sa filiale, Perenco Guatemala Limited, exploite 47 puits dans une concession située dans le Parc National de la Laguna del Tigre, la plus grande zone humide d'Amérique Centrale. Ce contrat, signé pour 25 ans, prenait fin en 2010. Il était frappé d'une interdiction de renouvellement, la zone d'exploitation étant déclarée zone protégée depuis 1989. Pourtant, en 2010, dans un climat de trafic d'influence, Perenco G.L. obtient le renouvellement de son contrat pour 15 ans et est autorisée à perforer 4 nouveaux puits. De plus Perenco n'a jusqu'à présent pas présenté d'Étude d'Impact Environnemental et Social, pourtant obligatoire. Alors que le pétrole est le bienvenu dans la zone protégée, les communautés, elles, ne peuvent pas obtenir de titres pour leurs terres. Menacées d'expulsion, elles se sentent intimidées par l'imposant dispositif militaire déployé dans la zone. Perenco G.L. a en effet versé 3 millions de dollars en 2010 pour la création de 6 bataillons et verse 0.30 dollars par baril produit pour leur fonctionnement. Pour les communautés, « les militaires sont là pour protéger l'entreprise ». Les conditions économiques de l'accord avec Perenco G.L. restent très défavorables à l'Etat guatémalteque car le pétrole exploité est peu imposé. Sans compter que l'entreprise bénéficie d'un système de coûts récupérables qui lui permet le remboursement d'une large partie de ses frais ! La famille Perrodo, propriétaire de l'entreprise, est quant à elle passée en 2011 au rang de 40ème fortune de France avec un capital estimé à 1200 millions d'euros, soit un bond de +500% par rapport à 2010. Connue pour être une entreprise qui « aime la discrétion », Perenco s'est offert une vitrine de choix au musée du Quai Branly à Paris en finançant une exposition sur les Mayas. Au vu de son comportement au Guatemala, une question s'impose : Perenco aurait-elle une préférence pour les Mayas empaillés ?"
- **Toreador.** Les explications de cette nomination par Les Amis de la Terre : "Toreador est une compagnie pétrolière française détenant plusieurs permis d'exploration d'huiles de schiste dans le Bassin parisien. Dirigée par Julien Balkany, demi-frère du maire de Levallois et ami intime de Nicolas Sarkozy, l'entreprise serait assise sur une véritable mine d'or d'après les chiffres de l'Institut français des pétroles : 60 à 100 milliards de barils de pétrole, soit l'équivalent de 70 à 120 années de production du Koweït dormiraient en effet sous le sol parisien. Une ressource alléchante pour une entreprise fière de centrer sa production sur le seul territoire français ! Mais dans le cadre de la loi du 13 juillet 2011, Toreador s'est récemment engagé à ne pas utiliser la technique tant décriée de la fracturation hydraulique, et [surtout à renoncer à toute exploitation d'huiles de schiste dans le Bassin parisien](#). Une même promesse avait été formulée en mars 2011 dans une lettre adressée à la population et visant à apaiser les manifestations d'opposition à ces permis. Pourtant des documents internes à l'entreprise viennent clairement prouver le contraire ! En effet, quelques jours seulement avant ces effets d'annonce, Toreador présentait avec grande fierté à ses actionnaires [les réserves du Bassin parisien comme des ressources non conventionnelles](#). Fait troublant, ces réserves sont exactement les mêmes que celles révélées par l'entreprise en octobre 2010 dans son dossier sur le pétrole de schiste ! Ces documents sonnent comme une évidence : Toreador n'a en aucun cas renoncé à l'exploitation d'huiles de schiste sur le territoire français. Le maquillage de ses projets pour échapper au cadre de la loi et agir en toute impunité en est la meilleure illustration. D'autant plus lorsque l'on sait que la fracturation hydraulique reste aujourd'hui la seule technique existante pour exploiter les gaz et huiles de schiste". Pour en savoir plus lire sur CDURABLE.info : [Alerte au gaz de schiste dans le sud de la France : des forages bientôt proches de chez vous ?](#)